

Pau, le 25 juin 2018

GROUPE DE LA GAUCHE DEPARTEMENTALE

M. Jean-Jacques LASSERRE
Président du Conseil départemental
des Pyrénées-Atlantiques
64 avenue Jean Biray
64000 PAU

Monsieur le Président,

Nous souhaitons appeler votre attention sur les situations de très vives tensions actuellement constatées au sein des services départementaux, et tout particulièrement parmi ceux relevant de la direction générale adjointe en charge des solidarités humaines.

Depuis plusieurs semaines, nombre d'entre nous sommes alertés, saisis, sollicités sur les modalités d'exercice de la compétence sociale par notre collectivité. C'est animés par un esprit de sérieux et de responsabilité, mais aussi avec une vive inquiétude, que nous souhaitons vous faire part de faits qui nous sont rapportés, tant par des élus que par des usagers ou par des agents départementaux :

- allongement significatif des délais de traitement des dossiers dans plusieurs SDSEI. Ces retards sont particulièrement criants en ce qui concerne les demandes d'APA ou de RSA. Or, vous n'ignorez pas que ces demandes revêtent bien souvent un caractère d'urgence. Les agents, en dépit de leur dévouement, ne peuvent pallier les lourdeurs liées aux nouvelles procédures.
- Fermetures sporadiques des guichets et des accueils téléphoniques des services sociaux. Les publics, déjà fragiles, se trouvent pénalisés encore davantage. Ces situations génèrent bien évidemment des mécontentements et des manifestations d'impatience.
- En matière de protection de l'enfance, la hausse des informations préoccupantes, que l'on peut lier à l'absence de prévention dans les familles, doit nous interpellier collectivement.

Enfin, de manière plus globale, nous nous inquiétons du climat qui s'installe dans ces services, où de très nombreux agents semblent démotivés, voire épuisés, et où les tensions se multiplient au sein même des équipes. La multiplication des incidents, l'explosion du nombre d'arrêts maladie, contribuent bien évidemment à aggraver ces tensions et à dégrader le service rendu aux usagers.

Nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de nous exprimer sur ces sujets en commission et en commission permanente, et de dénoncer la réorganisation à marche forcée des services. Les élus de l'exécutif nous répondent invariablement que le dialogue social est au beau fixe, qu'une attention très particulière est portée à la qualité de vie au travail, et que des « renforts arrivent ».

Vous comprendrez, à la lumière des faits, tels qu'ils sont vécus et tels qu'ils nous sont rapportés, que nous ne puissions nous satisfaire de réponses aussi elliptiques.

Comme vous, nous défendons le rôle et la place du Département dans le paysage institutionnel français. Comme vous, nous sommes attachés à ce qu'il puisse exercer ses compétences, notamment en matière de solidarités humaines.

Il s'agit aujourd'hui de faire en sorte que le service fonctionne convenablement, et que nous garantissons à nos agents les conditions de travail dignes et décentes auxquelles ils prétendent légitimement, et qui leur sont nécessaires pour assurer de manière satisfaisante nos missions auprès de la population.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre sincère considération.

Pour le groupe de la gauche départementale,
Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line extending to the right.

Henri ECHETO

Copie aux organisations syndicales représentatives.